

TRAITEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS AU ROYAUME DE BELGIQUE

Le gouvernement algérien mécontent

Lors de son passage jeudi dans l'émission Likaa El Youm sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne, le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, Belkacem Sahli, a révélé la teneur de l'entretien qu'il a eu mardi dernier à Alger avec la secrétaire d'Etat belge à l'asile et la migration, M^{me} Maggie De Block.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Accompagnant le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes du royaume de Belgique, Didier Reynders en l'occurrence, en visite officielle en Algérie, M^{me} De Block avait mis sur la table de son interlocuteur le dossier des immigrés clandestins algériens.

«Ils sont 5 000 environ à revendiquer la nationalité algérienne, selon les autorités belges, mais je trouve le chiffre exagéré. Ils ne doivent pas dépasser les 500, car beaucoup de clandestins se disent algériens pensant qu'il serait plus difficile de les refouler vers l'Algérie que dans leur pays d'origine», a estimé M. Sahli.

De même qu'il a exprimé aux autorités belges le «mécontentement» du gouvernement algérien quant au refoulement aux frontières pour des arguments «fallacieux», d'Algériens munis de visas.

Outre le traitement des ressortissants algériens à l'intérieur du royaume de Belgique, le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger a insisté auprès de son homologue belge sur la question de la circulation des personnes entre les deux pays. «Le gouvernement algérien accorde beaucoup d'importance au volet humain dans ses relations avec les pays pour son impact sur les relations politiques, économiques et commerciales, et il a été ainsi



Didier Reynders, vice-Premier ministre du royaume de Belgique.

convenu de créer un organe de concertation algéro-belge où seront examinées les questions relatives à

la circulation des personnes», a-t-il indiqué. Par ailleurs, M. Sahli a annoncé que l'installation du Conseil

consultatif de la communauté nationale à l'étranger doit intervenir fin 2013 ou début 2014. «Nous allons élargir la concertation au maximum avec les Algériens vivant à l'étranger pour voir ce qu'ils pensent du mode de représentation à adopter au sein du Conseil.

Notre approche consiste à les structurer dans des associations de professionnels par spécialité (médecins, informaticiens...), a-t-il déclaré. Il convient enfin de signaler que le secrétariat d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger compte organiser une visite dans les prisons irakiennes au profit des familles des détenus. «On attend l'accord des autorités irakiennes», a-t-il souligné.

Rappelons que huit ressortissants algériens, condamnés à mort, séjournent dans des prisons irakiennes en instance d'exécution dont l'un d'eux a été exécuté en octobre 2012.

L. H.

CONSTANTINE

Les cheminots renouent avec la protestation

Un nouveau bras de fer est engagé entre les travailleurs de la Société nationale de transports ferroviaires (SNTF) de Constantine et la direction régionale de ladite entreprise. Visiblement, le limogeage de plusieurs membres du staff dirigeant, «décrié» par les cheminots, n'a pas tout réglé. Plus de vingt jours après le «limogeage» de deux responsables de la SNTF Constantine, accusés par les travailleurs de «mauvaise gestion», les choses au sein de l'entreprise ne s'arrangent pas. Plusieurs points de discorde subsistent encore et ne trouvent pas de solutions. Ainsi, après le directeur régional et le sous-directeur de la circulation, tous les deux «relevés» de leurs fonctions, suite à un mouvement de grève enclenché à la fin du mois dernier, les travailleurs veulent également le limogeage du directeur de l'infrastructure. Réunies en assemblée extraordinaire, jeudi pour débattre de la situation, les trois sections syndicales de la société, affiliées à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ont décidé de reprendre le chemin de la protestation. Les syndicalistes, qui disent «refuser de travailler sous les ordres de ce responsable», réclament, en effet, «le départ, sans délai, de ce dernier et son remplacement» par un autre cadre. Aussi, il a été convenu après débat de paralyser le rail dès 5h du matin (aujourd'hui) au niveau du point d'aiguillage n°43 au dépôt de maintenance de Sidi Mabrouk. Cela dit, il a été convenu également, selon les syndicalistes, de «limiter» le nombre des travailleurs devant prendre part au sit-in qu'ils comptent organiser au Dépôt, à 20 ou 30 personnes seulement. Et pour cause, la visite de travail qu'effectuera aujourd'hui le Premier ministre à Constantine.

«On ne veut pas que les choses nous échappent. Il y a toujours un risque à ce que des personnes mal intentionnées reprennent à leur compte le mouvement et l'exploitent à d'autres fins», ont expliqué des syndicalistes. Il est utile de rappeler que plusieurs mouvements de protestation ont été organisés par les travailleurs de la Société nationale de transports ferroviaires (SNTF) de Constantine en décembre dernier et en janvier. Aussi, il aura fallu l'intervention du directeur général de la SNTF en personne pour aplanir la situation d'autant que le mouvement prenait alors des proportions inquiétantes. En effet, pratiquement tout le réseau des chemins de fer de la région de l'Est a été paralysé durant plusieurs jours.

Farid Benzaid

LE SNAPAP MAINTIENT SON MOT D'ORDRE

DE GRÈVE DE 3 JOURS

Débrayage multisectoriel dès lundi

Le Syndicat national du personnel de l'administration publique (Snapap) maintient son mot d'ordre de grève. Dès lundi, les fonctionnaires de tous les secteurs sont appelés à observer une grève de trois jours.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Snapap met ses menaces à exécution. Il maintient son mot d'ordre de grève multisectorielle qui devrait paralyser pas moins de 36 secteurs d'activité. Depuis l'annonce de la grève en janvier dernier, aucun contact «officiel» n'a été établi avec le syndicat pour désamorcer la crise. Une situation qui pousse le Snapap à aller au bout de sa démarche pour imposer une plateforme commune à l'ensemble des secteurs de la Fonction publique.

Après avoir vainement interpellé plusieurs départements ministériels, le syndicat autonome a fini

par saisir le Premier ministre. Le Snapap exige la satisfaction d'une plateforme de onze points. En tête de liste de ces revendications, la réhabilitation des corps communs qui, selon le Snapap, font partie de la catégorie la plus marginalisée. Le Snapap considère en effet que les chauffeurs, les agents administratifs et les gardiens, pour ne citer que ceux-là, sont lésés au mépris de la loi qui évoque une égalité entre les fonctionnaires.

Pour mettre fin à cette situation, le syndicat appelle à la révision du décret exécutif relatif au statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs et celui

relatif au statut particulier des travailleurs professionnels, chauffeurs et gardiens ainsi que le régime indemnitaire les concernant. Mais ce n'est pas la seule préoccupation du syndicat autonome qui revendique le relèvement de la prime de rentabilité, la promotion de manière automatique des employés ayant dix années d'expérience, le classement des titulaires de DEUA à la onzième catégorie au lieu de la dixième actuellement.

Le Snapap revendique également la révision du statut particulier des agents de sécurité et appelle à la titularisation des contractuels qui sont, selon les statistiques su Snapap, au nombre de 300 000.

Il exige la proposition d'emplois durables aux 600 000

employés dans le cadre du pré-emploi. Le syndicaliste estime que cette proposition est réalisable au regard des statistiques qui font part du départ à la retraite de 20% des fonctionnaires dans les cinq années à venir. Il insiste également sur la nécessité d'abroger l'article 87 bis qui freine toute réelle augmentation de salaires.

Des revendications qui avaient été transmises dans un premier temps aux premiers responsables des départements ministériels avant que la plateforme de revendications ne soit remise aux services du chef du gouvernement puisque les revendications sont quasiment communes à l'ensemble des secteurs et que les ministres concernés n'ont pas apporté de réponses.

N. I.

ARCELORMITTAL ANNABA

Près de 3 000 travailleurs assistent à l'AG du syndicat

«Nous demandons d'abord une application intégrale des accords conclus en 2011 avec l'employeur pour discuter ensuite des autres questions liées au futur de l'usine.» Telle était la réponse des représentants des travailleurs lors de la tenue ce jeudi de l'assemblée générale à l'intérieur du complexe ArcelorMittal El Hadjar.

Cette AG, à laquelle ont assisté près de 3 000 travailleurs a permis au SG par intérim et au président du comité de participation de l'entreprise, respectivement Mourad Daïfallah et Abdelmadjid Bourai, de rappeler les points qui ont fait l'objet d'accords entre les deux parties en 2011 et qui n'ont pas été satisfaits à ce jour. Ils affirmeront que la DG refuse toujours de discuter avec le partenaire social de ces questions. «Elle manœuvre pour un pourrissement de la situation à l'intérieur du complexe. Sinon comment expliquer qu'aujourd'hui, elle appelle à des élections syndicales, chose qu'elle a refusée à deux reprises auparavant. Personne n'est dupe ! En agissant de la sorte, la DG compte sur une poignée d'anciens syndicalistes qui n'ont aujourd'hui aucune attache avec les travailleurs afin de les substituer aux véritables syndicalistes qui sont intransigeants quant aux droits des travailleurs», s'élèvent les deux orateurs. Ils affirment que ces ex-syndicalistes n'occupent plus de poste de travail salarié à l'usine ou ailleurs. Donc, ils sont étrangers à celle-ci. Cela se fait avec «la complicité de certains «responsables» syndicaux locaux», affirment des syndicalistes, ajoutant que ces pratiques font courir un risque certain au devenir des travailleurs et leur outil de

travail. Revenant aux accords que la DG refuse d'appliquer, les deux représentants des travailleurs ont cité, entre autres, le non-respect du protocole d'accord mis en place pour la révision de la grille des salaires, le non-établissement de l'organigramme de l'entreprise, la non-réalisation du transfert des 360 travailleurs des entreprises sous-traitantes avec ArcelorMittal. Devant tous ces problèmes, les représentants des travailleurs appellent les pouvoirs publics à une reprise par l'Etat du complexe sidérurgique ou du moins lui faire appliquer la mesure des 51/49% contenue dans la loi de finances complémentaire de 2009. Pour rappel, des rumeurs ont circulé la semaine dernière sur une reprise

par l'Etat du complexe d'El Hadjar, mais qui ont vite été démenties par la DG de la filiale algérienne du groupe. A l'issue du meeting, les représentants des travailleurs ont averti que s'il n'y a pas de répondant de la part de l'employeur, ils donneront une suite au processus légal menant au droit à la grève contenu dans la saisine de l'Inspection du travail d'El Hadjar. A noter la présence à cette assemblée générale de l'ancien secrétaire général du syndicat de l'entreprise ArcelorMittal Annaba, Smaïl Kouadria, député à la Chambre basse du Parlement, depuis les dernières élections législatives du printemps dernier.

A. Bouacha

BOUIRA

Un terroriste abattu près d'El-Adjiba

Avant-hier, aux environs de 21 heures, les forces de l'ANP embusquées au lieudit Assif Oumarigh, situé entre les communes d'El-Adjiba et Bechloul, à 26 kilomètres au sud-est de Bouira, ont réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste et récupérer son arme de type Kalachnikov, a-t-on appris hier de sources sûres. Les éléments de l'ANP qui étaient embusqués dans cet endroit, ont intercepté un groupe terroriste évalué à cinq ou six éléments. Lors de l'acrochage qui s'en était suivi, un terroriste a été abattu alors que d'autres éléments terroristes auraient été touchés selon toujours nos sources. D'ailleurs, hier jeudi, des forces supplémentaires de l'ANP ont été dépêchées sur les lieux où une vaste opération de ratissage a été déclenchée à la recherche de ce groupe terroriste dont les traces de sang laissaient penser à plusieurs blessés parmi eux. Notons que lors de cette opération, la circulation au niveau de l'autoroute sur le tronçon compris entre Ahnif dans la daïra de M'chedallah et Bechloul a été coupée, les automobilistes ayant été déviés sur la RN5, ce qui avait créé d'ailleurs un immense embouteillage durant toute la journée de ce jeudi.

H. M.